



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale des ressources humaines

Rapport du jury

Concours : Agrégation externe

Section : Sciences Médico-Sociales

Session 2025

Rapport de jury présenté par : Sabine CAROTTI, Inspectrice générale de l'Éducation, du sport et de la recherche - Présidente du concours

SOMMAIRE

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES	3
EPREUVES D'ADMISSIBILITE	4
Première épreuve : Publics, processus, régulations et politiques sociales.	4
Seconde épreuve : Publics, interventions, politiques de santé.	7
EPREUVES D'ADMISSION	8
Première épreuve : Etude de cas : méthodologies d'intervention en santé et action sociale	9
Deuxième épreuve : leçon portant sur les politiques et institutions sociales ou de santé	14
Troisième épreuve : Etude critique de dossier	17
CONCLUSION GENERALE	37
OUVRAGES	38
LOGICIELS	46

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

Candidats inscrits :	237
Candidats présents aux épreuves écrites d'admissibilité :	130
Candidats admissibles :	22
Candidats présents aux épreuves orales d'admission :	19
Candidats proposés pour l'admission :	10

Epreuves d'admissibilité

Meilleure Moyenne	13,81
Moyenne générale des candidats admissibles	12,18

Epreuves d'admission

Meilleure moyenne	14,66
Moyenne générale des candidats admis	12,33

Ensemble des épreuves (admissibilité et admission)

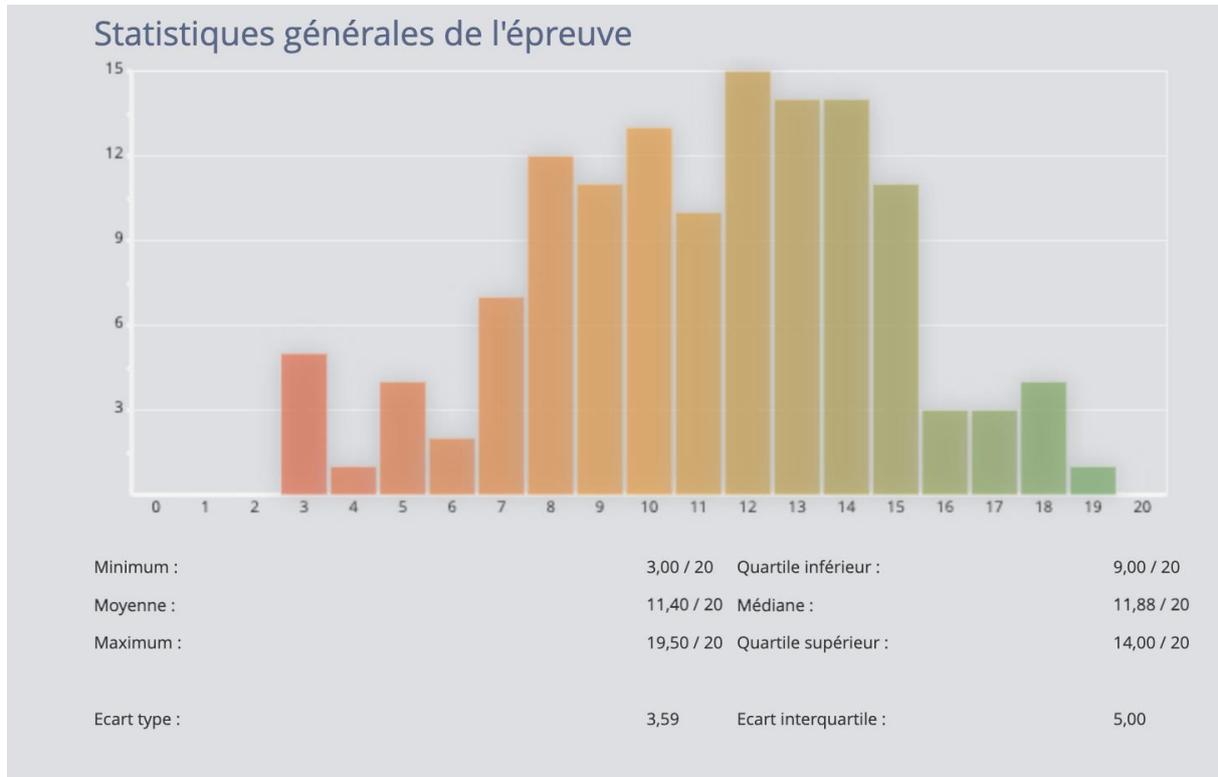
Meilleure moyenne	13,98
Moyenne générale des candidats admis	12,35

EPREUVES D'ADMISSIBILITE

Première épreuve : Publics, processus, régulations et politiques sociales.

Durée : six heures ; coefficient 2.

Résultats



Sujet

Lutte contre la précarité énergétique : quels enjeux pour les politiques sociales ?

Rapport de jury

L'épreuve de dissertation du concours de l'agrégation de sciences médico-sociales constitue un exercice de conception rigoureuse, mobilisant des savoirs actualisés, articulés à une réflexion critique sur les politiques sociales. Le sujet proposé cette année interrogeait les enjeux de la précarité énergétique, une problématique d'une actualité avérée, à la croisée des dimensions sociales, écologiques et territoriales.

L'analyse des copies permet de tirer plusieurs enseignements sur la manière dont les candidats se sont emparés de cette question. Elle révèle à la fois une certaine appropriation des attendus généraux de l'épreuve, et des difficultés récurrentes dans la mise en œuvre d'une véritable démarche argumentative et problématisée.

I. Constat général sur les copies

Dans l'ensemble, la session 2025 montre une hétérogénéité marquée dans la qualité des copies. Quelques candidats (environ 15 %) se sont distingués par leur capacité à problématiser finement la question posée, en l'inscrivant dans une perspective dialectique. Par exemple, certains ont su formuler des interrogations telles que : « La précarité énergétique est-elle un révélateur d'un échec structurel du modèle social français ? » ou encore « Peut-on concilier urgence écologique et justice sociale sans refondation systémique des politiques publiques ? »

Ces copies se caractérisent par une structuration claire, une mobilisation de données récentes, et une capacité à articuler les différents niveaux d'action publique. Elles s'appuient sur des références actualisées, tant empiriques (ONPE, CRÉDOC, INSEE) que théoriques (Sen, Dubois, Bouzarovski), et explorent des angles souvent négligés, comme la précarité énergétique estivale ou les inégalités territoriales dans l'accès à l'énergie.

Toutefois, nombre de copies souffrent de plusieurs faiblesses récurrentes. D'abord, sur le plan méthodologique, de nombreuses introductions s'étendent de manière disproportionnée, parfois sur un tiers de la copie, sans parvenir à poser une problématique construite. Le cadrage du sujet est souvent confondu avec une simple reformulation, sans mise en tension ni identification des enjeux.

Les plans manquent fréquemment de cohérence, les transitions sont absentes ou artificielles, et les articulations logiques entre les parties sont faibles. Il en résulte une démonstration morcelée, voire une juxtaposition de paragraphes. À cela s'ajoutent des conclusions peu structurées, qui ne répondent pas toujours à la problématique posée.

Sur le fond, les copies témoignent d'un usage trop rigide des connaissances : des références générales à la précarité ou à la protection sociale sont plaquées sans réel lien avec la spécificité du sujet énergétique. La mobilisation de la pyramide de Maslow, pourtant largement contestée scientifiquement, reste encore fréquente. À l'inverse, les travaux récents sur la justice énergétique, l'écologie sociale ou la gouvernance territoriale sont rarement mobilisés.

II. Attendus disciplinaires et éléments de corrigé

Le sujet invitait à réfléchir à la capacité des politiques sociales à faire face à un phénomène multidimensionnel, en pleine expansion. En 2024, plus de 12 millions de personnes étaient concernées par la précarité énergétique en France, une situation aggravée par les épisodes climatiques extrêmes, notamment les canicules.

Un bon traitement du sujet suppose d'emblée une définition large de la précarité énergétique, incluant non seulement les difficultés à se chauffer, mais aussi à se rafraîchir, à accéder aux équipements, ou à faire valoir ses droits. Les dimensions sociales, territoriales et de genre doivent être croisées pour révéler l'ampleur du phénomène.

La première partie d'une copie structurée aurait pu s'attacher à montrer que la précarité énergétique redessine les contours de l'exclusion sociale, affectant particulièrement les familles monoparentales, les personnes âgées isolées, et les habitants des zones rurales ou des quartiers urbains dégradés.

La seconde partie devait permettre d'interroger les réponses publiques, en soulignant les limites actuelles des dispositifs existants (chèque énergie, CEE), leur manque de lisibilité, de ciblage ou de coordination. Des innovations émergent néanmoins, telles que la détection par les fournisseurs ou des dispositifs territoriaux comme la « Fresque de la précarité énergétique ».

Enfin, une troisième partie pouvait ouvrir sur les perspectives de refondation des politiques publiques : construction d'un droit opposable à l'énergie, coordination multi-niveaux,

adoption d'indicateurs composites d'évaluation, application du principe pollueur-payeur dans la rénovation de l'habitat.

La conclusion devait rappeler que la précarité énergétique ne peut être appréhendée comme un simple sous-domaine de la précarité sociale. Elle impose de penser ensemble justice sociale, transition écologique et droits fondamentaux, dans une logique d'intersectorialité et de révision des modes de gouvernance.

III. Recommandations pédagogiques

Au regard des difficultés observées, plusieurs pistes peuvent être proposées pour renforcer la préparation des candidats :

- Développer des ateliers sur la construction de problématiques et de plans argumentatifs, en lien avec des sujets socialement et écologiquement complexes.
- Intégrer des études de cas actuelles, fondées sur des données précises et contextualisées.
- Actualiser les corpus de référence en mobilisant des travaux récents (Bouzarovski, Dubois, Riva) et en valorisant les publications d'organismes spécialisés (ONPE, IDDRI, ADEME).
- Encourager la lecture critique d'articles scientifiques, afin de diversifier les registres d'analyse et de sortir d'un usage stéréotypé des auteurs.
- Mettre en circulation des copies exemplaires anonymisées, accompagnées de commentaires, pour diffuser les bonnes pratiques.

Conclusion du jury

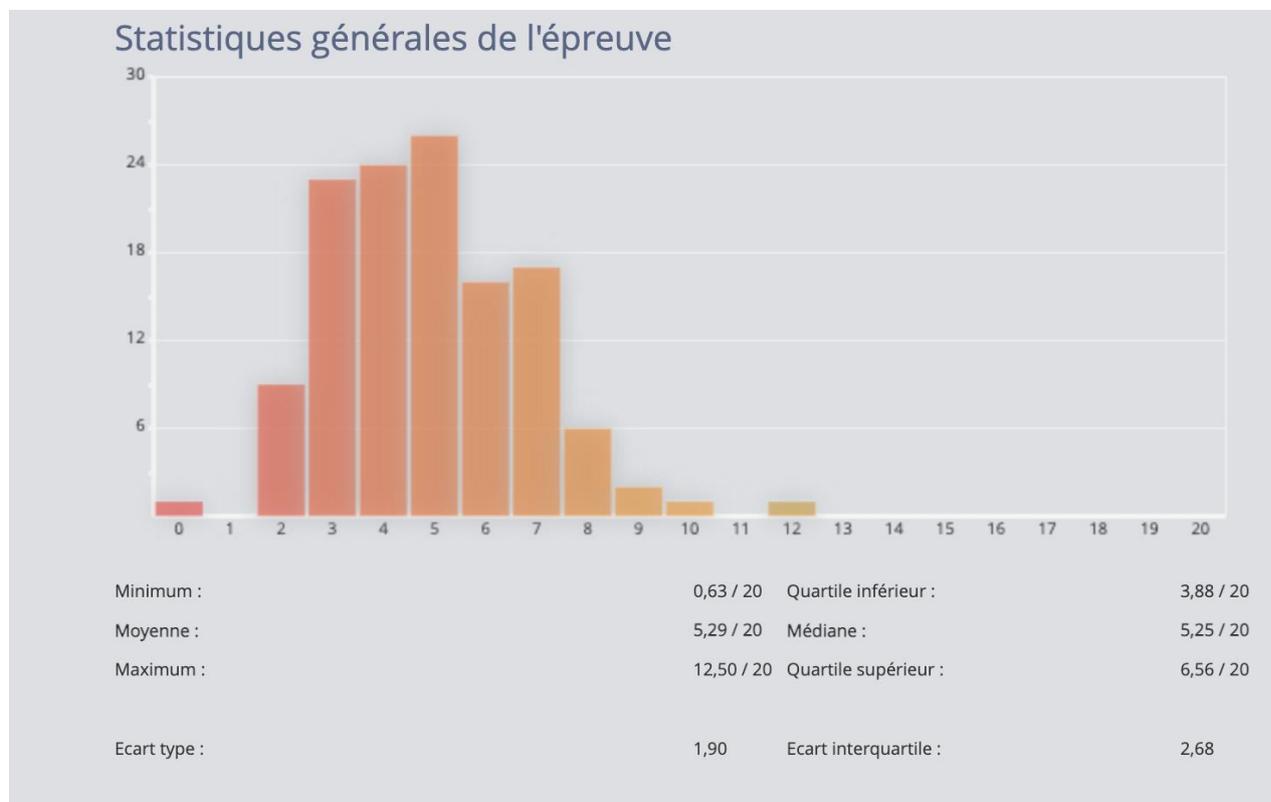
La session 2025 a permis de mesurer l'ampleur des écarts entre les attentes académiques et certaines productions des candidats. Si des copies témoignent d'une très bonne maîtrise conceptuelle et méthodologique, beaucoup restent encore en retrait sur la rigueur de l'argumentation, la clarté de l'expression et la capacité à traiter un sujet contemporain dans toute sa complexité.

Il est de la responsabilité des préparations comme des jurys d'accompagner les candidats vers une maîtrise plus fine des attendus scientifiques, en lien avec les mutations actuelles des politiques sociales. La précarité énergétique constitue, à ce titre, un révélateur utile : elle oblige à décloisonner les savoirs, à renouveler les cadres d'analyse et à faire de l'écriture une pratique réflexive et engagée.

Seconde épreuve : Publics, interventions, politiques de santé.

Durée : six heures ; coefficient 2.

Résultats



Sujet

« Enjeux de la territorialisation du système de santé : acteurs et organisations »

Rapport

L'attendu pour un tel sujet comprenait outre les éléments de définition des concepts et de cadrage (juridiques, historiques, etc), une problématisation centrée sur les enjeux – divers – relatifs au processus de territorialisation du système de santé français. Pour ces enjeux, il était important d'aller au-delà d'une présentation théorique et « à plat » des dispositifs et organisations pour s'intéresser à leur fonctionnement en vie réelle et aux tensions afférentes, qu'elles soient liées à la gouvernance, au financement, à l'articulation entre acteurs et secteurs du système de santé, à l'équité territoriale, etc. Sur ce sujet, l'analyse des processus de décentralisation et déconcentration et de la place des collectivités territoriales était incontournable.

Les bonnes copies explicitaient ces tensions, les analysaient, et exprimaient à ce sujet une prise de position / un point de vue argumenté et référencé.

Les bonnes copies, comportaient une introduction qui contextualisait, définissait les termes du sujet et exposait une problématique soutenant le développement de l'argumentation, qui ne soit pas trop générale mais centrée autour du concept de territorialisation.

Le jury a relevé des défauts récurrents dans de nombreuses copies :

- L'absence de problématisation avec des copies décrivant le système de santé dans son ensemble, sans relier cette description au sujet de la territorialisation (ces descriptions auraient pu s'appliquer à tout autre sujet). Dans ces copies trop descriptives, figuraient de nombreux éléments hors sujet (par exemple la description de la structuration des agences sanitaires, ou l'explicitation des différents niveaux de prévention).
- Une absence de définition des termes du sujet et notamment du concept de territorialisation.
- Un oubli du cadre juridique.
- Des introductions hypertrophiées qui dépassaient le tiers, voire la moitié de la copie.

La qualité de l'argumentaire est importante et a été différenciante. En effet, l'exercice de la dissertation requiert de développer une argumentation. La simple juxtaposition d'idées et de données chiffrées, ainsi que les simples descriptions sont insuffisantes. En cela, certaines copies, qui pourtant listaient les éléments clés attendus, étaient trop courtes pour permettre une analyse fine et détaillée de ces éléments. De nombreuses copies en effet comportaient moins de huit pages, ce qui est très peu pour développer une argumentation étayée, notamment au regard de la durée de l'épreuve.

L'argumentaire doit s'appuyer sur des références liées au sujet. Les références attendues sont scientifiques et professionnelles (ex : ouvrages, articles scientifiques). Ainsi, les anecdotes personnelles et les citations de la grande presse sont à proscrire.

L'ouverture internationale était un plus, notamment pour une analyse comparative.

EPREUVES D'ADMISSION

Première épreuve : Etude de cas : méthodologies d'intervention en santé et action sociale

Résultats

- Note la plus haute : 16
- Moyenne de l'épreuve : 7,84

Rappel de la définition d'épreuve

Durée 5 h - coefficient 3

« À partir d'une situation relative au fonctionnement d'une organisation de santé, médico-sociale ou sociale, le candidat est conduit à analyser et à mettre en œuvre des méthodes caractérisant les démarches en santé et action sociale. L'épreuve se déroule sur poste informatique muni des logiciels indiqués au programme du concours »

La liste des logiciels indiqués au programme du concours est la suivante :

- Suite bureautique composée :
 - de logiciels de présentation de l'information (traitement de texte; présentation assistée par ordinateur)
 - de logiciel de traitement et de présentation de données (tableur grapheur)

- Philcarto version 2020.f du 29/08/2020
- Gantt project version 2.8.10
- ProjectLibre version 1.9.3
- Freemind V 1.0.0
- Epi Info 7.2.3

Les versions des logiciels ne sont données qu'à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées.

Sujet

Le sujet portait sur la déclinaison de la stratégie jeunesse au sein du territoire de la Guyane.

Il comportait deux parties.

En lien avec le programme de l'agrégation externe de Sciences médico-sociales, il visait à permettre d'apprécier les compétences méthodologiques correspondant au chapitre « Méthodologies en santé et action sociale » pour les points suivants :

4.1. Méthodologie de la recherche de terrain

- Étude d'une population, d'un état, d'une situation, d'une organisation sanitaire ou sociale, d'un besoin.
- Diagnostic territorial, diagnostic d'organisation, diagnostic social
- Méthodes et techniques d'enquête : recueil, traitement, analyse de données (quantitatives/qualitatives)

4.2. Méthodologie de l'intervention en santé et action sociale

- Méthode d'analyse de la demande et du besoin des publics, relation entre offre et demande.
- Conduite de projet : projet d'établissement, projet de service, projet d'action sanitaire et social, projet personnalisé

CONTEXTE

L'Information Jeunesse (IJ) est une mission de service public, qui œuvre au développement des structures, supports et relais d'Information Jeunesse, conformément aux dispositions des chartes nationale et européenne de l'Information Jeunesse.

Les administrations de l'État et les collectivités territoriales sont partenaires pour développer l'Information Jeunesse.

Il est essentiel que les collectivités soient sensibilisées aux demandes des jeunes et associées aux démarches qui seront menées par les services de l'État pour faire évoluer la labellisation des structures IJ sur les territoires.

Le label IJ est une marque de qualité accordée par l'État à une structure d'information des jeunes au terme d'une évaluation globale et objective. L'exigence centrale qui guide cette évaluation est la capacité de la structure à se doter des moyens qui lui permettent de proposer à chaque usager une réponse à la fois individualisée et adaptée au contexte local. Le label traduit l'ambition de l'État d'être au service des jeunes, partout sur le territoire, dans une dynamique collective d'amélioration continue entre les structures

labellisées mais également avec les autres structures qui délivrent de l'information spécialisée : logement, santé, formation, mobilité, emploi, etc.

La Collectivité Territoriale de Guyane (CTG) a reçu par convention pour la période 2022-2024, la délégation de compétence de l'État pour le déploiement de l'Information jeunesse sur l'ensemble du territoire de la Guyane.

Parmi les actions majeures menées par la CTG pour structurer l'information et accompagner les jeunes dans leurs projets, il existe deux initiatives phares :

- La création du Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) et des Structures d'Information Jeunesse (SIJ), qui jouent un rôle clé dans l'accompagnement des jeunes.
- Le développement de Yana-J, une plateforme numérique conçue pour centraliser les informations utiles aux jeunes Guyanais.

PARTIE 1

Dans le cadre de sa délégation de compétence, la CTG prépare un appel à projet à destination des SIJ afin de décliner la stratégie nationale jeunesse au niveau local.

Elle doit réaliser un diagnostic de territoire pour identifier les axes prioritaires qui seront formalisés dans l'appel à projet.

1. Réalisez ce diagnostic.

2. Déterminez deux axes prioritaires qui pourront figurer dans l'appel à projet. Justifiez vos choix.

PARTIE 2

Quelques mois plus tard, la CTG publie cet appel à projet à destination des structures d'information jeunesse (SIJ).

L'association "IJ Guyane", créée en 2024, fait partie du réseau des SIJ. Ses missions sont les suivantes :

- rendre effectif le droit à l'information des jeunes guyanaises et guyanais âgés de 12 à 30 ans, par tous les moyens appropriés et dans l'ensemble des domaines touchant à leur quotidien ;
- poursuivre une mission d'utilité publique au service de l'intérêt général, en inscrivant son action dans le cadre plus large des politiques de jeunesse déployées en Guyane ;
- piloter le Centre régional information jeunesse (CRIJ) de Guyane et administrer la plateforme numérique dédiée à l'information jeunesse en Guyane.

Elle souhaite répondre à l'appel à projet de la CTG en orientant ses actions vers le public des NEET (Not in Education, Employment or Training - ni en études, emploi ni formation). Dans ce cadre, elle propose une démarche visant à coconstruire avec les jeunes un projet d'action pour garantir la réponse aux besoins spécifiques des NEET.

1. Concevez une démarche d'enquête permettant de repérer les jeunes concernés sur le territoire

2. Proposez des méthodes et outils permettant de favoriser la participation des jeunes dans les actions visant leur insertion.

Annexes sur la clé USB :

- Base de données
- Charte européenne de l'Information Jeunesse

L'ensemble des travaux réalisés sera déposé sur la clé USB mise à votre disposition.

Remarques générales

Cette épreuve a une singularité forte : elle se déroule sur poste informatique et est observée par les membres du jury.

Pour être au maximum de leurs capacités pendant celle-ci, les candidats doivent donc avoir un usage courant du poste informatique et de ses logiciels de base, tels que les outils bureautiques et maîtriser les fondamentaux de la recherche documentaire dans l'espace numérique. Des réflexes et comportements adaptés à cet usage doivent être acquis bien avant l'épreuve.

Les fichiers rendus au jury doivent être nommés et classés pour en faciliter l'accès et la compréhension. Le candidat doit s'assurer que le jury lecteur pourra identifier les documents qui lui sont destinés et leur place dans sa démarche.

Le jury ne saurait trop recommander à tous les futurs candidats de s'employer à acquérir une maîtrise de l'outil dès le début de leur préparation au concours.

Le socle minimal des compétences attendues de tout enseignant doit, pour la discipline SMS, être complété par la maîtrise de l'utilisation de certains logiciels en lien avec l'expertise disciplinaire dont la liste est publiée chaque année. Il est à noter que le traitement et la gestion informatisée de données sur tableur est une compétence transversale aux différentes méthodologies du secteur santé-social.

Pour autant, la maîtrise d'un logiciel figurant dans la définition de l'épreuve ne doit pas entraîner son usage automatique pendant l'épreuve si le sujet ne s'y prête pas. En effet, le choix des logiciels utilisés pendant l'épreuve fait l'objet d'une évaluation des compétences du candidat par le jury et doit donc découler de l'intérêt de l'utilisation du logiciel pour développer son raisonnement, participer à l'expression de ses compétences méthodologiques.

De plus, le candidat a la possibilité d'utiliser des outils en ligne proposés par des sites institutionnels pour traiter le sujet.

Par ailleurs, le sujet s'appuie sur des situations concrètes et le jury attend des candidats qu'ils prennent en compte le cadre opérationnel décrit et son contexte, qu'ils en mènent une analyse fine au service des choix méthodologiques qu'ils seront amenés à faire. Les connaissances doivent être mobilisées au profit de ces situations, et non pas de manière générale.

En effet, l'épreuve est construite « à partir d'une situation relative au fonctionnement d'une organisation de santé, médico-sociale ou sociale. »

La compréhension de la situation énoncée et une prise en compte précise des questions posées auxquelles répondre sont indispensables à la réussite de cette épreuve.

Un temps minimum doit être consacré à la confirmation/vérification de ses connaissances sur l'objet du sujet, via une recherche documentaire. Le résultat de ces recherches doit pouvoir être apprécié par le jury dans le rendu, et être mis en lien avec chaque question posée. La capacité à utiliser ses connaissances méthodologiques de manière pertinente, au service d'une situation donnée, est évaluée dans cette épreuve.

Enfin, le jury attend une production de qualité sur le fond et la forme. Aucune réponse ne saurait comprendre un unique « copier-coller » d'internet ou de la documentation fournie ; tous les éléments d'information utiles pour répondre à la question doivent être mis au service d'un raisonnement et d'une réflexion personnelle. Par ailleurs, toute citation doit être signalée de manière claire et référencée.

Les candidats ne doivent en aucune manière s'adresser au jury dans leur écrit.

Partie 1 – Diagnostic territorial et choix d'axes prioritaires

Le diagnostic de territoire à mener devait amener le candidat à mobiliser et exploiter correctement les données fournies.

L'accès à une connexion internet pouvait amener le candidat à recueillir des informations complémentaires sur les caractéristiques du territoire et du public visé.

Il était donc nécessaire pour le candidat de mobiliser différentes ressources (fournies dans les annexes et en ligne) pour assurer un diagnostic à partir d'indicateurs judicieux. L'utilisation de ces indicateurs devaient également permettre au candidat de proposer une analyse pertinente ainsi qu'une mise en perspective des particularités du territoire observé au regard de la France métropolitaine et d'autres territoires.

La base de données fournie est restée globalement sous exploitée, les candidats faisant trop souvent le choix de s'appuyer uniquement sur des données externes. Ces données externes sont souvent présentées sous la forme de copie d'écran des données déjà traitées par des institutions. Ceci ne permet pas d'évaluer les candidats sur leur maîtrise de l'outil informatique, sur leur capacité de traitement et d'analyse des données.

Par ailleurs, le jury regrette des confusions ou approximations dans le traitement ou l'interprétation des données mises à disposition, telles que :

- des comparaisons de données en valeurs brutes sur des territoires de tailles et d'effectifs de population tout à fait disparates ;
- des corrélations inappropriées qui donnent lieu à des analyses erronées ;
- la comparaison de données portant sur des périodes très différentes, sans en tenir compte ni dans l'analyse, ni dans l'interprétation ;
- des affirmations sans prise de recul sur les données ou le contexte ;
- des données présentées en valeur absolue, dont les interprétations restent limitées.

Le recours à des ressources doit rester pertinent au regard de l'étude du cas proposé. Il s'agissait pour le candidat :

- d'effectuer un travail de recherche documentaire pour consolider ses connaissances sur les objets du sujet, et de restituer de manière pertinente celles-ci afin de montrer sa compréhension du contexte présenté ;
- de réaliser un diagnostic permettant
 - o de positionner le territoire de la Guyane au regard de la situation nationale pour en dégager les spécificités démographiques, socio-économiques, culturelles, etc. ;
 - o de mettre en exergue les caractéristiques du public visé : les jeunes ;

- d'utiliser de manière critique et pertinente la base de données fournie pour comprendre une situation territoriale dans sa complexité ;
- de mobiliser différentes sources et outils complémentaires à ceux fournis pour mener le diagnostic, dont des données diagnostiques disponibles et actualisées ;
- de synthétiser différentes potentialités et vulnérabilités de ce territoire en étant capable de proposer une hiérarchisation explicite, permettant de dégager des priorités d'actions ;
- de restituer clairement les résultats des analyses menées au travers de représentations graphiques.

Une utilisation pertinente de la base de données impose un travail d'identification des sources et d'analyse critique de leur validité, d'extraction, de traitement et de croisement des données proposées, afin de pouvoir construire une réflexion et une prise de recul sur le sujet proposé et ses différentes dimensions, à partir de la sélection d'indicateurs. Il est attendu également la production de représentations graphiques permettant de mettre en avant les points saillants de certains éléments du diagnostic, accompagnés d'un argumentaire pertinent pour étayer l'analyse proposée.

Le jury recommande un entraînement à partir de la ressource suivante : La place du numérique dans les épreuves d'admission au concours de l'agrégation SMS – Article proposé par le GRISMS, disponible et en ligne sur le site du RNRSMS : <https://sante-social.ac-creteil.fr/spip.php?article8&lang=fr>

La maîtrise de fondamentaux élémentaires de calcul (valeurs absolues, relatives, calcul de pourcentages) est par ailleurs indispensable pour la construction de démarches d'analyse de données pertinentes, d'un niveau d'agrégation. A l'appui de l'exploitation des données fournies ou trouvées, le jury attend ainsi une sélection des représentations graphiques les plus pertinentes pour répondre à la commande, ainsi qu'une analyse des résultats présentés.

Enfin, une synthèse est indispensable pour conclure la présentation et dégager les axes prioritaires attendus. Toute affirmation non soutenue par une argumentation ou une analyse présentée en amont est à proscrire.

Partie 2 – Enquête et modalités de participation des jeunes

Il était attendu dans un premier temps de concevoir une démarche d'enquête permettant de repérer les jeunes concernés sur le territoire. Il était important de prendre en compte, dans sa réflexion, la spécificité des NEET, souvent invisibles des structures institutionnelles d'insertion et de formation. A cet égard, une démarche d'aller-vers ces publics était nécessaire pour adapter les outils et démarches d'enquête à cette situation. Il était donc pertinent de s'appuyer également sur des acteurs de la vie locale et associative (clubs sportifs, maisons de quartier, etc.).

Le jury attendait du candidat que la méthodologie d'enquête soit acquise pour être mise au service d'une production individuelle en cohérence avec l'étude de cas.

L'épreuve ne consiste pas en une démonstration théorique de cette méthodologie. Aussi il n'était pas judicieux de proposer un cours sur la démarche d'enquête s'appuyant sur les programmes Eduscol du cycle terminal en Sciences et Techniques Sanitaires et Sociales.

Il était attendu dans un second temps que le candidat propose des méthodes et outils permettant de favoriser la participation des jeunes dans les actions visant leur insertion.

Le jury a regretté que cette partie reste trop succincte, certaines prestations se limitant à un copier-coller de méthodes théoriques (S.W.O.T) et documents institutionnels (charte d'engagement). Il s'agissait pour le candidat de développer sa réflexion quant aux choix effectués en veillant à toujours faire le lien avec le contexte territorial et les caractéristiques

du public visé (faible densité de la population, territoire en partie rural, public éloigné des structures institutionnelles).

Enfin, quelques points essentiels que le jury souhaite souligner.

La présentation du document proposé par le candidat et son identification (titre, sommaire, mise en page, pagination) doivent reposer sur une stratégie de communication adaptée.

Une structuration claire doit permettre de montrer le raisonnement du candidat, au service d'une argumentation précise, qui mobilise un vocabulaire technique et scientifique. Des captures d'écran ou la recopie d'une partie de la base de données ne constituent pas une exploitation des données ; elles ne sauraient se substituer aux travaux de tri et de restructuration nécessaires pour ce type d'épreuve.

Par ailleurs, la juxtaposition de contenus collectés sur internet, en paraphrase, ne permet pas au candidat de construire un argumentaire avec un fil directeur clair.

Il est également attendu une unité dans la présentation des documents proposés sur la clé USB fournie : l'ordre de prise de connaissance des documents par le jury doit être clair et précis... Le jury a regretté de trouver de nombreux documents déposés sans organisation spécifique en formats modifiables.

Le jury constate de manière générale, une meilleure appropriation de l'épreuve et de ses attendus. Les données sont la plupart du temps analysées. Les productions des candidats présentent toutes une mise en forme adaptée.

Deuxième épreuve : leçon portant sur les politiques et institutions sociales ou de santé

Résultats

Moyenne de l'épreuve : 11,36

Meilleure note : 16

Sujets

- Santé mentale et numérique
- La démocratie en santé
- Activité physique et santé
- L'approche inclusive dans les politiques sociales
- Intérêts et limites des campagnes nationales de prévention
- Numérique et santé des personnes âgées
- Transition écologique et politiques sociales
- Numérique et intervention sociale
- Santé et environnement
- Le non-recours aux soins
- Les acteurs du social et du médico-social face au défi de la santé mentale
- La prévention par les offreurs de soins
- Les inégalités d'accès à la santé
- La sante : responsabilité individuelle ou collective ?
- Politiques de lutte contre la pauvreté et retour à l'emploi
- « Aller-vers » dans la santé et dans le social
- Pouvoir d'agir des usagers : vecteur de transformation des politiques de solidarité ?
- Logement et précarité
- Enjeux de la protection de l'enfance

Définition d'épreuve

- Durée de la préparation : 4 heures
- Durée de l'épreuve : 1 heure (exposé : 45 minutes, entretien : 15 minutes)
- Coefficient 3

La leçon est un exercice pédagogique, qui permet d'apprécier la maîtrise et l'actualisation des connaissances, la rigueur de la démarche pédagogique ainsi que les qualités de communication.

En propos liminaires, le jury souhaite préciser qu'il ne s'agit pas de présenter une leçon à des élèves mais de présenter une réflexion argumentée sur le sujet. L'exercice suppose d'adopter une prise de recul critique, en exposant des analyses, des questionnements et éventuellement des pistes de réponses ou d'actions. L'objectif est de montrer sa capacité à penser le sujet de manière construite, nuancée et engagée, et non pas de réciter des connaissances.

Rapport

La leçon exige d'être structurée par une problématisation qui doit être explicitement formulée. Le jury insiste sur le fait que cette problématisation doit reposer sur la définition des principaux termes de la question posée, tout en précisant que ce travail de définition, s'il constitue un préalable indispensable à l'exposé de la problématique, ne doit toutefois pas se voir consacrer un temps disproportionné dans le déroulement de la leçon et encore moins conduire à ne retenir qu'une acception des termes très éloignée de leur sens usuel.

La problématique doit être centrée et répondre à la question. Aussi, lorsqu'un sujet nécessite d'articuler deux notions, la problématique doit bien prendre en compte ces deux notions et celles-ci doivent être articulées entre elles tout au long de la leçon.

Afin d'assurer l'utilisation d'un contenu de qualité, la recherche documentaire doit rester centrée sur le sujet et supporter la construction de la problématique. Cette recherche documentaire sera listée dans une bibliographie et sitographie à la fin de la leçon.

Le déroulé de la leçon doit correspondre à la problématique posée. Il s'agit d'articuler un plan autour de l'argumentation relative à la problématique et non pas de retracer l'intégralité de la réflexion réalisée lors de la préparation. La leçon se doit d'être structurée par thèmes, idées, points de vue, en lien avec la problématique. Elle ne peut ainsi s'apparenter à une succession des documents sources mobilisés sans une analyse en rapport avec la problématique.

La leçon exige aussi des prises de position, c'est à dire l'exposé d'un point de vue personnel et argumenté sur une situation complexe ou sujette à controverse. Toute position argumentée est recevable, les tensions, interrogations, débats sont à expliciter.

Une approche universitaire et pluridisciplinaire est requise. Les différents champs de connaissance mobilisés (historique, économique, juridique, sociologique, ...) doivent se nourrir mutuellement et fonder la cohérence du propos. Une mise en perspective internationale est particulièrement appréciée, dès lors que le thème le permet.

La problématique doit envisager le sujet dans sa globalité et en limiter les contours. La réflexion doit définitivement rester centrée sur le sujet. Une ouverture reste possible à la fin de la leçon. L'approche doit être résolument analytique en lien avec la complexité des enjeux, peu de mobilisation des auteurs, peu de prise de recul par rapport aux sources, peu de prises de positions personnelles.

En termes de structuration

Le jury insiste sur la nécessité d'illustrer le propos par des exemples concrets. Il faut être pédagogue face au jury.

Il s'agit aussi d'être vigilant sur l'équilibre entre les parties : l'essentiel de la leçon doit porter sur l'argumentation en lien avec la problématique posée. L'introduction ne doit pas être trop longue. Débuter par une accroche sur l'actualité peut être pertinent, mais là encore, cela doit être très court. De même, le cadrage qui peut être nécessaire (rappel historique, définitions...) doit représenter un temps raisonnable.

Il est important de s'appuyer sur des auteurs sans abuser de citations mobilisant des concepts mal maîtrisés.

En termes de communication

Il s'agit de s'adresser au jury (contact visuel, posture physique face à l'auditoire, etc.). La leçon peut s'appuyer sur des notes, mais il est déconseillé de lire son texte. Le support visuel, si le candidat fait le choix d'en présenter un, est à soigner (forme, orthographe, illustrations, etc.).

La durée de la leçon est de 45 minutes. Il s'agit de respecter ce temps et d'éviter excès comme défaut.

En termes d'échanges avec le jury

Les échanges doivent objectiver la maîtrise du sujet et la capacité à argumenter sa position face à d'autres points de vue. Cette argumentation doit être basée sur des cadres théoriques et des références.

Ce moment d'échanges permet également au jury d'apprécier la capacité du candidat à réagir l'exposé d'angles ou de questionnements différents de ceux qu'il a abordés au cours de sa leçon. Il importe alors de savoir se dégager suffisamment de ce qui a été dit pour être capable de construire une réflexion pertinente dans un cadre un peu différent de celui qui a été suivi lors de la leçon. Dans ses questions, le jury peut interroger sur le choix des documents en appui du propos.

Troisième épreuve : Etude critique de dossier

Rapport

Rappel de la définition de l'épreuve :

Le dossier, fourni par le jury, rassemble divers documents à caractère scientifique et/ou technique (rapports, notes de recherche, études, etc.) sur les institutions, les dispositifs en santé et en action ou aide sociale. Ces documents peuvent être en langue anglaise et prendre en compte la dimension européenne. Le candidat est conduit à dégager une problématique, à analyser et critiquer les éléments contenus dans le dossier.

Résultats

Résultats

- Note la plus haute : 17
- Moyenne de l'épreuve : 11,78

L'épreuve consiste à réaliser une analyse critique d'un dossier composé de documents variés : articles, extraits de revues, rapports, textes juridiques ou institutionnels. Chaque document apporte un éclairage spécifique et permet de confronter différents points de vue ou approches sur le thème proposé. Le candidat doit s'appuyer sur le titre du dossier, qu'il convient de questionner, pour construire un exposé structuré et argumenté.

Le candidat croise les documents pour construire son exposé en présentant le contexte dans lequel ils s'inscrivent. Ce travail doit permettre d'identifier des convergences, des complémentarités ou des contradictions. Le corpus est donc l'élément central de l'exposé.

Ainsi, les connaissances propres du candidat et les ressources disponibles en bibliothèque doivent appuyer et compléter l'analyse critique des documents. Il est rappelé que, pour cette épreuve, le candidat n'a pas accès à des ressources en ligne.

Toutefois, il a été noté que certains candidats n'ont pas suffisamment mobilisé leurs connaissances personnelles pour se distancier du corpus et s'autoriser à penser par eux-mêmes. Un positionnement trop collé aux documents, sans mise en perspective sociale ou problématisation autonome, nuit à la démonstration d'une véritable capacité critique.

Les candidats ont compris le sens de cette épreuve en réalisant une présentation exhaustive et synthétique des documents, organisées de manière rigoureuse à partir de l'étude du corpus et des concepts. Toutefois, le jury s'étonne qu'une partie des candidats n'ait pas suffisamment discuté et croisé les documents les uns par rapport aux autres, ce qui constitue pourtant une attente essentielle. Or, il ne s'agit pas de faire une simple synthèse ou résumé des documents, mais bien de les mettre en perspective et d'en souligner les éventuelles forces et limites ou celles du dossier en tant que tel.

Tous les candidats n'engagent pas une réflexion sur les concepts du corpus et sur le titre du dossier, qui pourtant permet la prise de distance par rapport au corpus pour en avoir une approche critique.

Si la plupart ont su formuler une problématique en lien avec le titre et les documents, celle-ci n'est pas toujours apparue pertinente ou le résultat abouti d'une véritable réflexion critique. Elle doit donc être le résultat d'un cheminement articulant différentes questions.

Le jury a par ailleurs relevé une standardisation fréquente dans la formulation des problématiques, souvent introduites par « Dans quelle mesure... », sans originalité ni ajustement réel au sujet. La réflexion critique ne s'oppose pourtant pas à la créativité : elle peut et doit faire place à des idées nouvelles, formulées avec rigueur.

Enfin, il est important de rappeler qu'il ne faut pas confondre l'analyse critique du dossier avec une critique de la conception de celui-ci. L'épreuve ne vise pas à juger la sélection ou l'organisation des documents, mais à en proposer une lecture réfléchie et argumentée. Il s'agit donc de développer une réflexion construite à partir des documents, et non de remettre en question la pertinence du corpus en tant que tel.

Or, une confusion a été observée chez plusieurs candidats, qui concentrent leurs remarques critiques sur la constitution même du dossier, plutôt que sur la thématique en tant que telle, détournant ainsi l'épreuve de son objectif.

Exposé

S'agissant plus particulièrement de la partie « Exposé », ce n'est :

- ni une épreuve du type « note de synthèse » à partir du dossier remis ;
- ni une épreuve du type « leçon » préparée avec l'aide d'un dossier auquel le candidat est invité à se référer.

C'est une épreuve à la faveur de laquelle le candidat à l'agrégation doit montrer son aptitude à faire preuve d'analyse, d'esprit critique, à raisonner, à prendre du recul vis-à-vis de :

- l'intitulé du dossier : le candidat doit impérativement questionner les termes du sujet et les confronter au contenu des documents ; ce travail de mise en perspective est fondamental, mais il n'est pas toujours effectué : des présentations se contentent de suivre les documents de manière descriptive, sans véritablement articuler leur analyse autour du titre du dossier.
- la constitution du dossier : dans quel(s) contexte(s) s'inscrivent les documents ? Quelle est l'orientation de la construction du dossier ? Quelle est la nature des données ? Comment les documents se complètent-ils ? S'opposent-ils ? Qu'apportent les points de vue exprimés par les auteurs ? Qu'apportent les enquêtes éventuellement présentes ? Manque-t-il certains volets au regard du titre (ou de la problématique dégagée) ?
- le contenu du dossier : le candidat ne doit pas hésiter à se prononcer sur tel ou tel point de vue figurant dans les documents remis. Les candidats sont invités à enrichir leur exposé d'exemples, d'illustrations qui ne sauraient néanmoins tenir lieu d'argumentaire. Il peut être fait référence à un texte, un rapport ou un ouvrage connu qui ne figurait pas dans le dossier mais qui illustre particulièrement la problématique. Il ne s'agit pas de citer une bibliographie, mais de saisir l'apport potentiel d'une autre source aux axes du dossier. Un candidat peut souligner un manque dans le dossier mais il doit suggérer une source complémentaire.

Cette épreuve implique aussi de mobiliser des connaissances actualisées dans le champ du médico-social et de la santé. Elles doivent être mobilisées à bon escient notamment dans l'approche sémantique et contextuelle du thème du dossier. Elles étayent le raisonnement développé par le candidat au service de l'exposé. Le candidat doit avoir aussi des connaissances solides sur les principes fondamentaux des politiques publiques.

Le jury souhaite rappeler la nécessité d'attacher une attention formelle à la présentation d'un support pour ceux qui souhaitent en utiliser un. Il rappelle que les acronymes et les sigles doivent être définis mais surtout, le jury s'est étonné de constater une expression parfois proche de la prise de notes, qui n'est pas acceptable pour ce niveau de concours.

Il a aussi été noté que le niveau de langage oral n'était pas toujours adapté à l'exigence du concours : certaines prestations gagneraient à être plus soutenues, tant sur la syntaxe que sur le vocabulaire. Par ailleurs, plusieurs supports projetés comportaient des fautes d'orthographe ou de grammaire qui auraient pu être corrigées à la relecture.

Le jury a par ailleurs noté un usage contrasté du diaporama quand il est choisi comme support de présentation. Pour certains candidats, un support bien construit a servi d'appui et de complément à la prestation. Pour d'autres, en revanche, le support a desservi la prestation en raison de la surcharge du texte, de sa lisibilité, de l'expression et de l'orthographe parfois approximatives. De plus, un diaporama ne doit pas être un simple copier-coller de paragraphes des documents. Enfin, le jury a relevé, dans certains cas, des diaporamas trop proches de la prise de notes, ce qui n'est pas acceptable au regard des exigences de ce niveau de concours.

Au-delà de la qualité du support, la soutenance orale en elle-même mérite une attention plus grande. Trop de candidats se contentent d'une restitution fonctionnelle, sans travail suffisant sur l'éloquence, l'articulation du discours et l'implication dans la prise de parole.

Dès lors que des références bibliographiques sont mentionnées, elles doivent servir à la réflexion menée. Or, il a été constaté que, dans de nombreux cas, les ouvrages cités ne sont pas exploités dans l'argumentaire et n'apportent aucune plus-value à l'analyse.

Entretien

S'agissant plus particulièrement de la partie « Entretien », il importe que les candidats :

- maîtrisent les connaissances fondamentales et actualisées dans les différents domaines susceptibles d'être utiles pour la compréhension du dossier. Attention toutefois à rester dans l'esprit de l'épreuve d'étude critique de dossier et non dans celle de leçon ;
- présentent des concepts en lien avec le sujet sans oublier de les inscrire dans une vision concrète de la problématique ;
- prennent du recul dans la construction de leurs réponses tout en pouvant s'autoriser à exercer un regard critique sur les politiques publiques et leurs incidences ;
- ne perdent pas de vue l'ensemble des dimensions du dossier (juridique, éthique, sociologique, politique, etc.) ;
- maîtrisent suffisamment le contenu du dossier en vue de pouvoir apporter des réponses étayées aux questions posées ;
- soient vigilants dans la formulation de réponses synthétiques aux questions tout en développant une argumentation ;
- s'attachent à argumenter scientifiquement leurs propos afin de distinguer l'opinion de l'argument.

Phase préparatoire

Le jury suggère quelques conseils pour le temps de préparation :

- s'interroger sur le thème, sur le titre du sujet ;
- réaliser une lecture rapide visant une compréhension des idées clés de chacun des documents ;
- confronter les documents entre eux (natures, auteurs, sources, méthodologies, données, etc.) ;
- mobiliser ses connaissances et d'autres références bibliographiques dans l'objectif de renforcer sa présentation ;
- cerner l'intérêt de la mobilisation des références des documents du dossier et ne pas se limiter à une simple présentation introductive ;
- dégager la problématique dont la pertinence doit s'apprécier au regard de l'intitulé du dossier et du corpus documentaire, ne pas réduire la problématique à un aspect du thème ;
- construire un argumentaire dégageant les forces et les faiblesses des documents. Il s'agit toutefois de ne pas verser dans un exposé rhétorique, les positions exprimées doivent être étayées ;
- éviter une présentation linéaire des documents ;
- gérer le temps de la préparation, entre contenu de l'exposé et présentation d'un éventuel support ;
- garder du temps pour la relecture et la préparation de l'exposé.

Il importe que les candidats respectent les 30 minutes d'exposé prévues en utilisant tout le temps imparti. C'est un point de vigilance pour la préparation et le déroulement de l'exposé.

Le jury a été sensible aux qualités de présentation, aux qualités de communication, à la posture dont les candidats ont fait preuve tout au long de leurs prestations. Lors de l'entretien, le jury a apprécié la qualité de l'écoute des candidats et leur attitude d'ouverture.

Il a cependant été noté que lorsque les candidats citaient des ouvrages ou une bibliographie complémentaire, ces éléments n'étaient que rarement utilisés pour nourrir l'argumentation ou ouvrir la réflexion. Leur présence ne saurait être purement formelle : ils doivent être intégrés à une démonstration structurée.

L'attitude et l'expression verbale et non verbale sont essentielles : il est attendu à ce niveau de concours une posture professionnelle rigoureuse.

Liste des dossiers

L'Union Européenne, un défi pour les mutuelles ?

Document 1

- Les mutuelles de santé face à la réglementation européenne : une banalisation de l'identité mutualiste ?
- Extrait - Article
- Olivier BONED, Romain GUERRY, Luc PIERRON
- Editions ASSOCIATION RECMA
- 2018/3
- 9 pages

Document 2

- Nouvelles règles, nouveaux défis : les mutuelles au cœur de la construction d'un marché de l'assurance complémentaire santé
- Extrait - Article
- Philippe ABECASSIS – Nathalie COUTINET
- Editions ASSOCIATION RECMA
- 2020
- 12 pages

Document 3

- La situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé
- Extrait – Rapport DREES (Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques)
- 2023
- 4 pages

Document 4

- Le virage européen et marchand des mutuelles françaises

- Article extrait de l'ouvrage de Philippe BATIFOULIER et Marion DEL SOL (dir.), Plus d'assurance santé pour moins de protection ? Le patient face au marché. (Chapitre 2)
- Gaël CORON
- 2022
- 13 pages

Document 5

- Le patient et son assurance santé en Europe
- Article extrait de l'ouvrage de Philippe BATIFOULIER et Marion DEL SOL (dir.), Plus d'assurance santé pour moins de protection ? Le patient face au marché. (Chapitre 5)
- Philippe MARTIN – Cyril BENOIT
- 2022
- 3 pages

L'individualisation, une réponse à une protection sociale genrée ?

Document 1

- Les politiques sociales au prisme du genre
- Article
- Sandrine DAUPHIN, Gwenaëlle PERRIER
- Politiques sociales : l'Etat des savoirs
- 2022
- 13 pages

Document 2

- Comment verser de l'argent aux pauvres ? Dépasser les dilemmes de la justice sociale.
- Extrait
- Guillaume ALLEGRE
- Presses Universitaires de France
- Décembre 2023
- 15 pages

Document 3

- Une lecture genrée de la Sécurité Sociale, soixante-dix ans après sa fondation : quel bilan pour l'égalité des femmes et des hommes ?
- Article publié dans Informations sociales – 2015/3 n° 189
- Hélène PERIVIER
- Editions CAISSE NATIONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES
- 8 pages

Document 4

- Faut-il individualiser les droits sociaux ?
- Article paru dans REGARDS
- Henri STERDYNIK, économiste à Sciences Po

- Regards, Protection Sociale n° 62 – EN3S
- Décembre 2023
- 11 pages

La nouvelle évaluation des établissements sociaux et médico-sociaux, une démarche qualité ?

Document 1

- La HAS et l'évaluation des ESSMS : une nouvelle donne
- Article : Les cahiers de l'actif – n° 530/533 – JUILLET 2020
- Véronique GHADI : directrice de la qualité de l'accompagnement social et médico-social – HAS
- Juillet 2020
- 14 pages

Document 2

- Dispositif d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux
- Extrait - Bilan annuel 2023
- Rapport de la HAS (Haute Autorité de Santé) – Validé par la CSMS (Commission en charge du Social et du Médico-Social) le 26 mars 2024
- 18 pages

Document 3

- Evaluer quoi ? Pour quoi faire et au bénéfice de qui ?
- Article
- Les cahiers de l'actif – n° 530/533
- Jean-René LOUBAT
- JUILLET 2020
- 16 pages

Equité territoriale et accès aux soins primaires

Document 1

- Pour des solutions concrètes d'accès aux soins dans les territoires
- Revue de presse – ministère de la Santé et de la prévention
- Juillet 2023
- 10 pages

Document 2

- L'organisation territoriale des soins de premier recours
- Extrait du rapport public thématique de la Cour des comptes
- Mai 2024

- 12 pages

Document 3

- Remédier aux pénuries de médecins dans certaines zones géographiques – Les leçons de la littérature internationale
- Extrait des « Dossiers de la DREES »
- Dominique POLTON, Hélène CHAPUT, Mickaël PORTELA
- N° 89 – Décembre 2021
- 7 pages

Document 4

- Loi n° 2023-379 du 19 mai 2023 portant amélioration de l'accès aux soins par la confiance aux professionnels de santé
- Article de loi
- Publié au Journal Officiel du 20 mai 2023
- 7 pages

Document 5

- L'accès aux soins, le médecin au cœur du parcours de santé
- Extrait du rapport d'activité du Conseil National de l'ordre des Médecins
- 2023
- 4 pages

L'usage de l'intelligence artificielle par les organismes de protection sociale

Document 1

- Maîtriser l'IA au service de l'action publique – Une responsabilité individuelle et collective
- Extrait du chapitre introductif
- Sous la direction de Christian Paul et Daniel Le Métayer
- Collection Au fil du débat – Etudes
- Décembre 2022
- 9 pages

Document 2

- Contrôles et datamining à la CAF. Des prestations au juste droit pour tous.
- Extrait disponible sur le site CAF.FR consulté le 1 mars 2025
- Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF)
- www.caf.fr
- 4 pages

Document 3

- Une numérisation du contrôle social discriminatoire
- Article publié dans la revue « Plein droit »
- La Quadrature du Net
- N° 140, mars 2024
- 4 pages

Document 4

- Algorithmes, systèmes d'IA et services publics : quels droits pour les usagers ?
- Extrait du rapport du Défenseur Des Droits
- Novembre 2024
- 10 pages

Document 5

- Contrôler les assistés – Genèses et usages d'un mot d'ordre
- Extrait d'un chapitre de l'ouvrage
- Vincent Dubois
- Editions Raisons d'agir
- 2021
- 16 pages

Santé mentale, de la stigmatisation à l'inclusion

Document 1

- Covid-19 et santé mentale
- Note de synthèse
- PromoSanté Pays de la Loire - Porte-Clés Santé. COVID-19 et santé mentale
- PromoSanté Pays de la Loire
- 2022
- 6 pages

Document 2

- Santé mentale : une amélioration chez les jeunes en juillet 2021 par rapport à 2020 mais des inégalités sociales persistantes
- Étude statistique
- Hazo, J.-B., & Boulch, A., en collaboration avec le groupe EpiCov
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)
- 2022
- 8 pages

Document 3

- Stigmatisation, discrimination, étiquetage : de quoi parle-t-on ? et Quelques points de vigilance pour les professionnels
- Article scientifique
- Fayard, A., & Fortin, J.
- La Santé de l'homme, Santé publique France
- 2012
- 2 pages

Document 4

- Stigmatisation chez les professionnels de la santé mentale et facteurs associés
- Revue systématique
- Valery, R., & Prouteau, A.
- Psychiatry Research, Fondation Internationale de la Recherche Appliquée sur le Handicap (FIRAH)
- 2020
- 12 pages

Document 5

- Passer de l'asile à la Cité, de l'aliéné au citoyen : un défi collectif Destigmatisation et environnement politique
- Article scientifique
- Caria, A., Arfeuillère S., Loubières, C. & Joseph, C.
- Pratiques en santé mentale
- 2015
- 10 pages

Le rôle des politiques médico-sociales dans la prise en charge des jeunes en errance : entre prévention et protection sociale

Document 1

- Jeunes en errance : état des lieux et modalités d'accompagnement
- Article technique
- Chobeaux, F.
- La Santé en action
- 2016
- 2 pages

Document 2

- Les jeunes quittant les établissements de l'aide sociale à l'enfance (ASE) : dynamiques de sortie, durées d'accueil et éléments de parcours
- Rapport statistique
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES)
- Dossiers de la DREES, n°105
- 2023
- 8 pages

Document 3

- Jeunes en errance : relation d'aide et carrières de marginalité
- Extrait d'ouvrage
- Rothé, C.
- Presses universitaires de Rennes
- 2016
- 25 pages

Document 4

- Améliorer la prise en charge à la sortie des dispositifs de protection de l'enfance
- Rapport technique
- Haute Autorité de Santé (HAS)
- HAS
- 2023
- 3 pages

Addictions et travail : quels dispositifs d'accompagnement médico-social dans la prévention des risques professionnels liés aux addictions ?

Document 1

- Usage et mésusage de la rhétorique des addictions en santé au travail
- Article scientifique
- Lutz, G.
- HAL Open Edition
- 2020
- 11 pages

Document 2

- Drogues et addictions : chiffres clés 2022
- Rapport technique
- Observatoire Français des Drogues et des Tendances Addictives (OFDT)
- OFDT
- 2022
- 8 pages

Document 3

- L'essentiel sur les addictions en milieu professionnel : employeurs et employés, tous concernés
- Note technique
- MILDECA
- Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
- 2020
- 4 pages

Document 4

- Réglementation du travail et prévention des addictions
- Document technique
- INRS
- Institut National de Recherche et de Sécurité
- 2019
- 7 pages

Document 5

- Benzodiazépines et travail
- Article scientifique
- Hache, P.
- INRS
- 2019
- 8 pages

Cybersécurité et santé : enjeux médico-sociaux et stratégies pour la protection des données médicales

Document 1

- La cybersécurité dans le secteur de la santé
- Article scientifique

- ETH Zurich, Centre pour la Sécurité des Systèmes d'Information
- Achten, N.
- 2022
- 4 pages

Document 2

- Cybersécurité dans le secteur de la santé et du médico-social
- Rapport technique
- Agence du numérique en santé
- Agence du Numérique en Santé
- 2020
- 6 pages

Document 3

- Du papier au numérique : le dossier, signe de changements des pratiques
- Article scientifique
- Masson, D.
- EMPAN
- 2022
- 12 pages

Document 4

- La cybersécurité pour le social et le médico-social en 13 questions
- Guide pratique
- Agence du Numérique en Santé (ANS)
- Agence du Numérique en Santé
- 2022
- 24 pages

Pilotage des structures d'action sociale et médico-sociale

Document 1

- Participation des personnes accompagnées aux instances de gouvernance et à la formation des travailleurs sociaux
- Synthèse de rapport
- HCTS
- Ministère des solidarités
- 2018
- 4 pages

Document 2

- La gouvernance dans les associations de l'action sociale et médico-sociale de l'ESS : une question d'équilibre
- Note
- Institut IBL
- Institut IBL
- 2021
- 5 pages

Document 3

- Le pilotage de la performance éthique : résultats de recherches-interventions dans le secteur médico-social

- Article scientifique
- Bertezene, S.
- Management et avenir
- 2013
- 9 pages

Document 4

- Qu'est-ce qu'une association performante ? Apport et influence des représentations sociales dans le secteur social et médico-social
- Guide pratique
- Dubost, N., Zoukoua, E.-A.
- HAL OpenEdition
- 2011
- 15 pages

Document 4

- Les enjeux de la relation entre gouvernance bénévole et salariés dans les associations
- Extrait de guide pratique
- DLA Occitanie
- DLA Occitanie
- 2023
- 9 pages
-

De l'aide alimentaire à la démocratie alimentaire

Document 1

- *Note d'actualité. La sécurité sociale de l'alimentation*
- note de synthèse
- Mission d'Analyse, Synthèse et Prospective
- DGCS
- 2025
- 10 pages

Document 2

- Ces aides qui nourrissent la précarité
- article de revue
- MARTIN-MEYER Laura
- Sésame n°12
- 2012
- 6 pages

Document 3

- Vers une sécurité sociale de l'alimentation durable
- article de revue scientifique en ligne
- PATUREL Dominique et NDIAYE Patrice
- Articulations n°4
- 2023
- 12 pages

Document 4

- Du droit à l'alimentation au droit à la ville : à la recherche d'une sécurité alimentaire pour tous
- Chapitre d'ouvrage
- DEVILLE Damien et DUFRESNE Jessica
- In : Paturel, D. et Ndiaye, P. (dir.), Le droit à l'alimentation durable en démocratie. (p.190 -200).
- 2020
- 11 pages

Les suites de parcours des jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance

Document 1

- Quelles politiques publiques pour les jeunes sortant de la protection de l'enfance ?
- Note de synthèse
- ONPE
- *ONPE Synthèses*, mai-juin 2023, n° 13
- 2023
- 4 pages

Document 2

- Les jeunes majeurs sans soutien familial : entre ruptures de parcours et trajectoires toutes tracées
- Article de revue
- JUNG, Céline
- *Vie sociale*, juin 2017, n° 18, pp. 69-80
- 2017
- 12 pages

Document 3

- Une enfance sous contrôle institutionnel. Les effets du rapport à la prise en charge par l'aide sociale à l'enfance sur la transition vers l'autonomie.
- Article de revue
- DIETRICH-RAGON, Pascale, FRÉCHON, Isabelle
- *Agora*, 2022, n° 91, pp. 83-98
- 2022
- 16 pages

Document 4

- "Faire devenir autonome", un paradoxe à travailler ensemble
- Article de revue
- SÉVERAC, Nadège
- *Empan*, juin 2021, n° 122, pp. 59-65.
- 2021
- 7 pages

L'habitat léger : vers de nouveaux modes d'habiter ?

Document 1

- Résidences démontables et résidences mobiles : les enjeux de la loi ALUR pour l'habitat léger.
- article de journal scientifique
- BIOTEAU Emmanuel et PRUGNEAU Jérôme
- Revue Droit et ville n°78
- 2014
- 15 pages

Document 2

- Le camping résidentiel en milieu rural et périurbain. Enquête sur une forme singulière d'habitat populaire
- article de revue scientifique.
- LION Gaspard
- Sociologie Vol 15 n°1
- 2024
- 20 pages

Document 3

- L'habitat léger : émergence de modes d'habiter innovants.
- chapitre d'ouvrage.
- BASILE Michel
- DUREAU, Françoise, CAILLY, Laurent. *Les espaces du logement : pratiques habitantes et politiques publiques*. L'Harmattan, pp. 137-148
- 2016
- 14 pages

Le bénévolat des personnes âgées dans l'économie sociale et solidaire

Document 1

- L'épreuve de la retraite, Transformations sociétales, expériences individuelles.
- article de revue scientifique
- CARADEC Vincent
- Nouvelle revue de psychosociologie, 2017/1 N° 23, p.17-29
- 2017
- 13 pages

Document 2

- Le volontariat, composante du “vieillessement actif” ?
- article de revue scientifique
- CONNAN DEBUNNE, Marie-Paule
- Les Politiques Sociales, 2012/1 n° 1-2, p.44-54
- 2012
- 11 pages

Document 3

- Bénévoles et salariés de la veille sociale. Tensions, instrumentalisations et coopérations.
- article de revue scientifique.
- PERETTI-NDIAYE Marie et OTCHOUMOU Véronique
- Le Sociographe, 2021/1 N° 73, p.I-XII.
- 2021
- 12 pages

Document 4

- La France Bénévole en 2024, 19è édition (extraits)
- Document de synthèse
- BAZIN Cécile, BONNEAU Patrick, DREYER Pascal, DOUET Guillaume, DUROS Marie, LIN Christine, LOVICONI Pascal, MALET Jacques, PERSONZ Isabelle SUE Roger, VAURE Esther
- Réseau Associatif Recherches et Solidarité
- 2024
- 8 pages

La bientraitance dans les établissements sociaux et médico-sociaux

Document 1

- La bientraitance et la qualité du service rendu aux personnes
- Chapitre d'ouvrage
- PRIOU, Johan, DEMOUSTIER, Séverine
- *Institutions et organisation de l'action sociale et médico-sociale*. 6^e éd. Paris : Dunod, 2023. Chap. 19, pp. 331-345
- 2023
- 16 pages

Document 2

- Bientraitance et prévention de la maltraitance : de la difficulté à définir l'indésirable
- Article de revue
- BROUDIC, Jean-Yves
- *Les Cahiers de l'Actif*, juillet-août 2013, n° 446-447, pp. 231-242.
- 2013
- 12 pages

Document 3

- Mieux désigner les contraintes inacceptables pour mieux les prévenir : la démarche nationale de consensus sur la maltraitance
- Article de revue
- CASAGRANDE, Alice
- *Vie sociale*, 2021, n° 33, pp. 183-195
- 2021
- 13 pages

Document 4

- Définir la violence ?
- Chapitre d'ouvrage
- MICHAUD, Yves
- Chapitre premier, in : La Violence. Paris: Presses Universitaires de France. Que sais-je ? p.3-10
- 2023
- 8 pages

Technoférence et liens familiaux

Document 1

- Ecrans numériques et développement des fonctions exécutives : que sait-on aujourd'hui ?
- Ouvrage
- Les fonctions exécutives de l'enfant : Approches théoriques et cliniques, De Boeck Supérieur
- 2021
- 13 pages

Document 2

- Effets de la distraction parentale numérique et non numérique sur l'interaction et la communication parent-enfant (extrait)
- Souhir Chamam, Alexia Forcella, Nadia Musio, Florence Quinodoz et Nevena Dimitrova
- Article
- *Child Adolesc Psychiatry*
- 21 mai 2024
- 10 pages

Document 3

- Les écrans chez les enfants d'âge préscolaire et leurs habiletés socio émotionnelles : exploration de différents types d'utilisation des écrans et du rôle modérateur de la médiation parentale (extrait)
- Mémoire
- Claudia TURCOTTE
- 2022
- 18 pages

Santé environnementale : quelle gouvernance ?

Document 1

- Analyse et évolution des dispositions participatifs à Santé publique France autour des investigations locales en santé environnement.
- Article
- Christophe Perrey, Pascal Empereur-Bissonnet
- Santé publique, volume n°35, hors-série
- 2023
- 5 pages

Document 2

- Les plaintes en santé environnementale et l'expertise épidémiologique
- Article
- Marcel Calvez, Véronique Van Tilbeurgh, Sylvie Ollitraul
- Sciences sociales et santé, vol 33, n°4
- Décembre 2015
- 21 pages

Document 3

- Les orientations et la gouvernance de la politique de santé environnementale (extrait)
- Rapport d'information
- Sénat
- 24 mars 2021
- 17 pages

Santé globale et antibiorésistance

Document 1

- Quelques mesures Innovantes du plan d'action national français de lutte contre l'antibiorésistance (extrait)
- Article
- Ministère des solidarités et de la santé
- Mai 2021
- 4 pages

Document 2

- Prévention de la résistance aux antibiotiques : une démarche « Une seule santé »
- Rapport
- Santé publique France
- Novembre 2022
- 21 pages

Document 3

- Les approches One Health pour faire face aux émergences : un nécessaire dialogue Etat-sciences-sociétés
- Article
- Marie OLIVE et als
- Nature Sciences Sociétés 30,1, 72-81
- 2022
- 8 pages

Document 4

- Antibiorésistance : une menace mondiale, des conséquences individuelles
- Infographie
- Santé publique France
- Novembre 2019
- 1 page

La lutte contre la sédentarité en milieu professionnel

Document 1

- Revue de littérature sur l'efficacité des interventions pour limiter la sédentarité en milieu professionnel
- Etat des connaissances
- Santé publique France
- Juillet 2023
- 17 pages

Document 2

- Le défi de la sédentarité dans le cadre professionnel
- Article
- Ministère Aménagement des du territoire transitoire
- 18 octobre 2024
- 4 pages

Document 3

- Avis relatif à l'amélioration du niveau d'activité physique de la population et la diminution de son niveau de sédentarité en situation de post-confinement et de périodes de restrictions sanitaires
- Avis
- Haut conseil de la santé publique
- Santé publique, volume n°35, hors-série
- 19 avril 2022
- 18 pages

Conclusion générale

Ce concours exige des connaissances spécifiques couvrant un large spectre de notions et de thèmes et mobilisant des expertises disciplinaires variées. Il nécessite aussi une excellente appréhension des questions du champ santé et social dans leur complexité. Il nécessite enfin d'être en capacité de mobiliser ces connaissances pour éclairer l'actualité, riche dans ce domaine, et inversement de s'appuyer sur l'actualité pour étayer son propos.

Les épreuves d'admissibilité ont permis de sélectionner des candidats qui maîtrisaient ces connaissances et qui surtout ont démontré leur capacité à les problématiser et les contextualiser pour répondre aux sujets proposés.

Les épreuves d'admission ont permis de sélectionner des candidats qui associaient à cette maîtrise, des compétences méthodologiques et des capacités pédagogiques leur permettant de combiner clarté, précision et rigueur dans leurs présentations (pour les supports comme pour l'expression orale). Les échanges avec le jury ont permis aussi de juger des capacités à argumenter une prise de position en s'appuyant aussi bien sur les concepts que sur des exemples concrets permettant d'illustrer le propos.

Bibliographie 2025

Ouvrages et logiciels

Ouvrages

AGUILERA T., Gouverner les illégalismes urbains, Dalloz, 2017
AGUILERA T., ROUZEAU M. (Dir), Le gouvernement des solidarités - Enjeux socio-politiques et territoires d'action, Editeur Berger Levrault, Collection : Au fil du débat, 2020.
d'ALBIS H., Les séniors et l'emploi, Les Presses SciencesPo, 2022
ALIX JS., AUTES M., MARLIERE E., Le travail social en quête de légitimité, Presses de l'EHESP, 2020
AMYOT J-J., Les aidants entre solidarités privées et politiques publiques, Edition Eres, 2021
ASH Numéro juridique et social, La rue : y vivre, l'occuper – Droits et vulnérabilités N°3267 – décembre 2022, Editions ASH
ASH Numéro juridique et social, Parentalité(s) : Prévention – Accompagnement – Contrôle et protection, N°3267 – Juillet 2022, éditions ASH
ASH Numéro juridique et social, Collectivités territoriales et financement, N°3311 Décembre 2023, Edition ASH
ASTIER I., MEDINI A., Sociologie de l'intervention sociale, Cursus, A. Colin, 2019
ATTIAS-DONFUT C., SEGALEN M., Grands-Parents : la famille à travers les générations, Odile Jacob, 2014
AVENEL C., Sociologie des "quartiers sensibles", Editions Armand Colin 2007
AVENEL C., BOURQUE D., Les nouvelles dynamiques du développement social, Champs du social, Collection Questions de société, 2017
BARNAY T., SAMSON A-L, VENTELOU B. (coord), Le système de santé français aujourd'hui, Editeur ESKA, 2021
BARON A., KADA N., Communes et départements : frères ennemis du social, PU de Grenoble, 2016
BAUDURET J-F., Institutions sociales et médico-sociales : de l'esprit des lois à la transformation des pratiques, Collection: Santé Social, Dunod, 2013
BEC C., La Sécurité sociale, une institution de la démocratie, Gallimard, 2014
BECQUET V., LONCLE P. et VAN DE VELDE C. (dir.), Politiques de jeunesse : le grand malentendu, Champ social, 2012
BELLOT C., BRESSON M., JETTE C. Le travail social et la nouvelle gestion publique, Presses universitaires du Québec, 2013

BERGERON H. Sociologie politique de la santé, PUF 2014
BERGERON H., CASTEL P. Sociologie politique de la santé, PUF, Coll. « Quadrige Manuels », 2018
BERGONNIER -DUPUY G., DURNING P., JOIN-LAMBERT H., Traité d'éducation familiale Dunod ed., coll psychosup, 2013
BESSIERE C., GOLLAC S., Le genre du capital – Comment la famille reproduit les inégalités. Editions La découverte, 2020
BIAGINI S., BOLES J.M., L'éthique dans les structures médico-sociales, Les Carnets de l'espace éthique de Bretagne occidentale n° 4, Sauramps médical 2014
BIOY X., LAUDE A., TABUTEAU D., Droit de la santé, 4ème édition Thémis, PUF, 2020
BLAIS M.C., La solidarité, Histoire d'une idée, Gallimard, 2007.
BLOCH M.A., HENAUT L., Coordination et parcours. La dynamique du monde sanitaire, social et médico-social, Collection : Santé Social, Dunod / Fondation Paul Benetot-Groupe Matmut, 2014
BLOCH M.A., BOUQUET B., HARDY JP., HENAUT L., JAEGER M. (Coord.), LEFÈVRE P., LOUBAT JR., SCANDELLARI T., Diriger un établissement ou un service en action sociale et médico-sociale, Dunod (3° Éd.) 2019
BORGETTO M., CHAUVIERE M., Qui gouverne le social ? Collections Études, Dalloz 2008
BORGETTO M., GINON A.-S., GUIOMARD F., D. PIVETEAU (dir.), Travail et protection sociale : de nouvelles articulations ?, LGDJ, coll. « Grands colloques », 2017
BORGETTO M., LAFORE R., Droit de l'aide et de l'action sociales, LGLD, coll. « Précis Domat », 11 ^{ème} édition, 2021
BOUILLON, F., Musso, S., Lees, J., & de Cheveigné, S, In : Les Annales de la recherche urbaine, N°110, Ville et vulnérabilités. pp. 88-97, 2015
BOUQUET B., Ethique et travail social, DUNOD, 2012
BOUQUET B., JAEGER M., SAINSAULIEU I., Les défis de l'évaluation en action sociale et médico-sociale, Collection Santé Social, Dunod, 2007
BOURDILLON François, BRÜCKER Gilles, TABUTEAU Didier, Traité de santé publique, Lavoisier, (3° Éd.) Coll. Traités, 2016
BRACONNIER C., MAYER N. avec BOZEC G., CANIHAC H., FUCHS N., JARDIN A., MARNEUR V., MORABITO L., PEUGNY C., POYET C., REGUER-PETIT M., SALARIS C., SQUARCIONI L., Les inaudibles - Sociologie politique des précaires, 2015, Presses de Sciences Po Académique
BRAS PL., POUVOURVILLE G., TABUTEAU D., Traité d'économie et de gestion de la santé, Les Presses de Sciences Po, Editions de Santé 2009
BRESSON M., Sociologie de la précarité, coll. 128, Armand Colin, 2ème édition 2015
BRESSON M., COLOMB F., GASPARD J.F. (dir.), Les territoires vécus de l'intervention sociale, PU du septentrion, 2015
BRETON E.(dir) ; JABOT F.(dir) ; POMMIER J.(dir) ; La promotion de la santé, comprendre pour agir dans le monde francophone, Presses de l'EHESP, 2 ^{ème} édition, 2020
BREUGNOT P., Les innovations socio-éducatives, Presses de l'EHESP, 2011

BRODIEZ-DOLINO A., VON BUELTZINGSLOEWEN I., EYRAUD B., LAVAL C. et RAVON B. (dir.), Vulnérabilités sanitaires et sociales - De l'histoire à la sociologie, Presses universitaires de Rennes, 2014
CALVEZ M. (dir.), Santé et territoires. Des soins de proximité aux risques environnementaux, Rennes, PU Rennes, coll. « Espace et territoires », 2016
CARREL M., Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, ENS Editions, mai 2013
CASTEL R., L'insécurité sociale, Qu'est-ce qu'être protégé ? Seuil, 2003
CASTEL R., la montée des incertitudes, Seuil, 2009
CASTEL P., JUVIN PA., VÉZIAN A., Les politiques de lutte contre le cancer en France, Presses de l'EHESP, 2019
CASTEL R., MARTIN C. (dir), Changements et pensées du changement. Echanges avec Robert Castel, Paris, La Découverte, 2012
Champ social édition, Pratiques en santé mentale, Les maisons des adolescents : paradigme de la prévention en santé mentale, collectif, 2024
CHAPON N., Parentalité d'accueil et relations affectives, Presses universitaires de Provence, 2014
CHEVALIER Tom, L'État-providence et les jeunes, L'Harmattan, 2012
COQUARD B., Ceux qui restent : faire sa vie dans les campagnes en déclin, La découverte, Coll. « l'envers des faits », 2019
COMMAILLE J., Misères de la famille. Question d'Etat, Paris, Presse de Sciences-Po, 1996
Conseil d'état, La décentralisation des politiques sociales : bilan et perspectives, colloque organisé par le Conseil d'Etat, La documentation Française, 2014
Conseil d'Etat. Le vieillissement, un défi social, la documentation Française, 2023
Conseil supérieur du travail social (CSTS), Le partage d'informations dans l'action sociale et le travail social, Presses de l'EHESP, 2013
CORON G., L'Europe de la santé, Enjeux et pratiques des politiques publiques, Presses de l'EHESP, janvier 2018
COUTROT T., PEREZ C., Redonner du sens au travail - Une aspiration révolutionnaire, Editions du Seuil, 2022
DAMON J, L'exclusion, Que sais-je ? 2018
DAMON J, Qui dort dehors ? , Ed. de l'Aube, Collection(s) Monde en cours, 2020
DAMON J., Les politiques familiales, Que sais-je ? 2018
DAMON J., Inconfinables ? Les sans-abris face au coronavirus, L'aube, 2020
DAUBAS-LETOURNEUX V., Accidents du travail – Des morts et des blessés invisibles, Bayard, 2021
DAUTIGNY S., MAHIER J-P, STELLA S., Les enjeux de l'inclusion en protection de l'enfance, Edition Eres, 2021
DE GROVE-VALDEURON N., Droit européen de la santé, LGDJ, Lextenso éditions 2013

DE KERVASDOUE J., Carnets de santé de la France, Dunod 2012
DE MONTALEMBERT M. (Dir.), La protection sociale en France? collection Les Notices, 6 ^e édition, La Documentation Française, 2013
DECHAUX J.-H., Sociologie de la famille, Paris, La découverte, Coll. « Repères », 2009
DECHAUX J.-H., Des modèles de parenté pluriels : vers une démocratisation de la vie familiale ? , in GALLAND O. et LEMEL Y., La société française. Un bilan sociologique des évolutions depuis l'après-guerre, 3 ^e édition, Paris, A. Colin, 2011 pp. 121-145.
DEMEULEMEESTER R., HENRARD J-C, ROUSSILLE B., SIWEK P., Trente ans d'évolution de la santé en France - À quoi ont servi les politiques de santé ? , Editeur Berger Levrault, 2021
DESBIOLLES A., Réparer la santé – Démocratie, éthique, prévention, Edition rue de l'échiquier, 2023
DIDRY Claude, L'institution du travail. Droit et salariat dans l'histoire, La Dispute, collection travail et salariat, 2016
DONZELOT J., La ville à trois vitesses, Editions de la Villette, 2009
DONZELOT J., Quand la ville se défait : quelle politique face à la crise des banlieues, Point poche, 2008
DUCALET P., LAFORCADE M. Penser la qualité dans les institutions sociales et médico-sociales, Seli Arslan, 3 ^e édition 2008
DUPEYROUX J.-J., BORGETTO M., LAFORE R., Droit de la sécurité sociale, Dalloz, coll. « Précis Dalloz droit public », 2019
DUTHIL G., Handicap et insertion professionnelle, éditions L'harmattan, 2022
DUVOUX N., L'autonomie des assistés, sociologie des politiques d'insertion, PUF, 2009
DUVOUX N., Le nouvel âge de la solidarité - Pauvreté, précarité et politiques publiques / - Seuil - 2012
DUVOUX N., Les inégalités sociales, Que sais-je ? PUF, 2017
DUVOUX N., VEZINAT N., La santé sociale, Collection: lavedesidées.fr Discipline: Société, 2022
DUVOUX N., L'avenir confisqué - Inégalités de temps vécu, classes sociales et patrimoine, PUF, 2023
ELOI L., Le bel avenir de l'état providence, Ed. Les liens qui libèrent, 2014
EYRAUD B., MINOC J., HANON C. (dir.), Choisir et agir pour autrui, Controverse autour de la convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées, Collection Polémiques, Editions Doin – John Libbey, 2018
FABERON F., Le droit de l'aide et de l'action sociale à la croisée des chemins, Cujas, Collection : Actes & études, 2018
FASSIN D., La société qui vient, Editions du seuil, 2022
FELLER E., Du vieillard au retraité : la construction de la vieillesse dans la France du XX ^e siècle /- 2017 : L'Harmattan, 2017
FERRERA M. Les nouvelles frontières du social, Presses de Sciences Po, 2009
FEUILLET-LIGER B. (dir.), Les proches et la fin de vie médicalisée, Panorama international, Editions Bruylant, 2013

FOUDRIAT M., BARREYRE JY (préface), La co-construction, Une alternative managériale, 2ème édition, Presses de l'EHESP, Collection : Politiques et interventions sociales, 2019
FOUDRIAT M., La co-construction en actes - Savoirs et savoir-faire pratiques pour faciliter sa mise en œuvre, ESF éditeur, 2021
FOURQUET Jérôme., Métamorphoses Françaises, Editions du seuil, 2024
FRAGONARD B., Vive la protection sociale ; Odile Jacob, 2012
GACOIN D., Plateformes de service : Enjeux, stratégies, repères juridiques. Le numéro juridique et social, ASH, octobre 2019
GALLAND O., Sociologie de la jeunesse, Paris, A. Colin, coll. U sociologie, 2011
GARDIEN E., (dir.), L'accompagnement par les pairs - Enjeux de participation et de professionnalisation, Grenoble, PUG, 2021
GARDOU C., La fragilité de source. Ce qu'elle dit des affaires humaines, Erès, 2022.
GASQUET-BLANCHARD C., Ebola, géographie d'une crise sanitaire. 1994-2005, Rennes, PU Rennes, coll. « Géographie sociale », 2016
GEERAERT J., Dans la salle d'attente du système de santé ; Enquête dans les permanences d'accès aux soins de santé, Editeur Presses universitaires de Rennes, Collection : Le sens social, 2022
GILBERT C. / dir., HENRY E. / dir., Comment se construisent les problèmes de santé publique. Paris : La Découverte, Recherches. Territoires du politique. 2009
GILBERT C. , HENRY E., JOUZEL J.N., MARICHALAR P., Dictionnaire critique de l'expertise, Santé, travail, environnement, 2015, Presses de Sciences Po Références
GIORGI D., Histoire des politiques sociales - 30 ans d'expertise de l'IGAS , EHESP, Collection : Références Santé Social, 2021
GODET M., MOUSLI M., Le vieillissement une bonne nouvelle, La documentation Française, 2009
GUELAMINE F., Action sociale et immigration en France, Collection santé-sociale, Dunod, 2008
GUELAMINE F., Faits religieux et laïcité : le travail social à l'épreuve - Repères pour une pratique professionnelle, ESF éditeur, 2020
GUILLEMARD A-M. - Les défis du vieillissement – Âge, emploi, retraite : perspectives internationales Armand Colin, Collection U, 2010
GUILLUY C., La France périphérique, Comment on a sacrifié les classes populaires, Flammarion, collection DOCUMENTS SC. HUMAINES, 192 pages, 2014
HARDY J.P., Financement et tarification des établissements et des services sociaux et médico-sociaux, Dunod 3e éd. 2010
HASSENTEUFEL P., Sociologie politique : l'action publique, Armand Colin, 2011
E HENRY, C GILBERT, JN JOUZEL, P MARICHALAR, Dictionnaire critique de l'expertise. Santé, travail, environnement, Paris, Les Presses de Sciences Po, coll. « Références Santé », 2015
HUTEAU Gilles., Le droit de la sécurité sociale, Système et finalités, éd EHESP, Septembre 2021
JANVIER R., « L'aller-vers » en travail social. Une mutation des pratiques et des organisations, Champs social, 2023

JEAGER M., Guide du secteur social et médico-social, Dunod, 11° éd., 2020
JEAGER M., Principes et pratiques d'action sociale, Sens et non-sens de l'intervention sociale, Dunod, 2023
JAEGER M., BERNARDOT M., BERRAT B., BOUQUET B, Usagers ou citoyens ? De l'usage des catégories en action sociale et médico-sociale (dir.), Paris, Dunod, 2011
JAEGER M., L'articulation du sanitaire et du social, Travail social et psychiatrie, Santé Social, Dunod, 2012 - 3ème édition
JAEGER M., Guide du secteur social et médico-social, Dunod, 12°éd., 2024
JAEGER M., Principes et pratiques d'action sociale – Sens et non-sens de l'intervention sociale, Dunod, 2023
JANVIER R., MATHO Y. Comprendre la participation des usagers dans les organisations sociales et médico-sociales - Dunod - 2011
JOUFFRAY C., Développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectifs - Une nouvelle approche de l'intervention sociale, Presses de l'EHESP, 2018
JOURDAIN A. / dir. ; BRECHAT P.-H. / dir. ; BASSET B.; et al. La nouvelle planification sanitaire et sociale. 2e édition. Rennes : Presses de l'EHESP, 2012
JOURDAN Didier, BOURDILLON François / préf., La santé publique au service du bien commun ? Politiques et pratiques de prévention à l'épreuve du discernement éthique. Paris : Editions de Santé, 2012
KIVITS J. [dir.], BALARD F., FOURNIER C. et WINANCE M., Les recherches qualitatives en santé, , Armand Colin, coll. « U : sociologie » 2016
La Documentation Française, Quel avenir pour la protection sociale ? Les cahiers français, 2014
LAPRIE B., MINANA Brice, Développer une politique de bienveillance, ESF, 2019
LAPRIE B., MINANA B, Favoriser la participation des usagers dans le secteur social et médico-social, ESF éditeur, 2020
LAGRAULA-FABRE M., La violence institutionnelle, L'Harmattan, 2005
LAUDE A., MATHIEU B., TABUTEAU D., Droit de la santé, 3ème édition Thémis, PUF, 2012
LAUDE A., TABUTEAU D., La loi santé : regards sur la modernisation de notre système de santé, Presses de l'École des hautes études en santé publique, 2016
LAUDE A., TABUTEAU D., Les droits des malades, Que-sais-je ? 2018
LE BORGNE C., MESSI P., Les acteurs du système de soins, Les institutions et organismes français et européens de la politique de santé, Huveaux France, 2008
LEFEUVRE K., MOISDON CHATAIGNER S., DELFRAISSY JF (Préface), Protéger les majeurs vulnérables : Place à l'éthique ! , Hygée Editions, Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2019
LEVY J., LUSSAULT M., Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés. Nouvelle édition. Paris. Belin. 2013.

LHUIILLIER J-M., Le droit des usagers dans les établissements et les services sociaux et médico-sociaux, Presses EHESP, 2015.
LHUIILLIER J-M., L'aide sociale à l'enfance, Berger-Levrault, 10 ^{ème} éd., 2016
LIMA L. Pauvres jeunes. Enquête au cœur de la politique sociale de jeunesse, 2016, Champ social,
LÖCHEN V., Comprendre les politiques sociales, Paris, DUNOD (5ème édition), 2018
LONCLE P., Politiques de jeunesse : les défis majeurs de l'intégration, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010
LONG M., CHATON G., Le revenu universel, une utopie pour le XXI ^e siècle, Berger - Levrault, 2022
LONG M., Le service public de la petite enfance, Berger-Levrault, 2023
LONG M., Associations et pouvoirs publics, Editeur : LGDJ, Collection : Systèmes, 2010
LOPEZ A., Réguler la santé, Rennes : Presses de l'Ehesp, 2013
LORETTI A., La fabrique des inégalités sociales de santé - Enquête sur la prise en charge des malades du cancer - Grand Format, Editeur EHESP, Collection : Recherche santé social, 2021
LOUAZEL M., OLLIVIER E. ; Le management en santé, 2 ^{ème} édition, Presses de l'EHESP, 2024
LOUBAT J.-R., Coordonner parcours et projets personnalisés en action sociale et médico-sociale, Dunod, 2013.
LOUBAT J.-R., Coordonner parcours et plans personnalisés en action sociale et médico-sociale, Nouvelle édition, Dunod, octobre 2022
MAILLARD E., BERLIOUX S., Les invisibles de la République ; comment sauver la jeunesse de la France périphérique ? J'ai Lu, 2020
MERLIER P., Normes et valeurs en travail social - Repères pour le soin de la relation - Comment accompagner sans normaliser ? Collection Seli Arslan, Editions Vuibert, 2016
MERLIER P., BOUQUET B., (Préface), Philosophie et éthique en travail social, Presses de l'EHESP, 2020
MOQUET-ANGER M.L., Droit hospitalier, LGDJ, 6 ^{ème} éd., 2021
MOREL A., TABUTEAU D., Santé publique, Collection Que sais-je ? 2023
NEIRINCK C., GROSS M., Parents-enfants : vers une nouvelle filiation ? Question de droit et de société, La Documentation française, 2014
OMARJEE I., Droit européen de la protection sociale, Editeur : Bruylant, Collection : Droit de l'Union européenne, 2018
PAQUOT T., LUSSAULT M., BODY-GENDROT S., La ville et l'urbain, l'état des savoirs, La découverte, mais 2000
PAUGAM S., l'attachement social, Seuil, 2023
PAUGAM S., l'intégration inégale, PUF, 2014
PENAUD P., Politiques sociales, Dalloz, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2014
PETIAU A., De la prise de parole à l'émancipation des usagers. Recherches participatives en intervention sociale / Presses de l'école des hautes études en santé publique, 2021

PEUGNY C., Le destin au berceau. Inégalités et reproduction sociale, Seuil, 2013
PITAUD P. (Dir.), Vieillir dans une société connectée. Quels enjeux pour le vivre ensemble ? / Eres, 2021
RAIMONDEAU J., Manuel de santé publique, Presses de l'EHESP, 2022
RAIMONDEAU J., L'épreuve de santé publique, Presses de l'EHESP, 2018
RAYSSIGUIER Y [dir.], HUTEAU G [dir.], Politiques sociales et de santé. Comprendre pour agir, 3 ^e éd., Presses de l'EHESP, 2018.
REVILLARD A., Des droits vulnérables – Handicap, action publique et changement social, Les Presses de Sciences Po, 2020
SETBON M., Face au risque sanitaire, Elsevier Masson, 2021
ROSANVALLON P., La nouvelle question sociale, Seuil, 1998
ROTHE C., Jeunes en errance. Relation d'aide et carrières de marginalité, Presses Universitaires de Rennes 2016
SAOUT C., La démocratie en santé – Comprendre et s'engager, Presses de l'EHESP, 2022
SERAPHIN G., Comprendre la politique familiale, collection enfance gazette santé social, Ed Dunod 2013
SIWEK P., Gouvernance de la santé, les acteurs institutionnels, Editions Le Coudrier, 2011
TABUTEAU D., Démocratie sanitaire : les nouveaux défis de la politique de santé., Paris : Editions Odile Jacob, 2013
TABUTEAU D., BRAS PL., Les assurances maladies., Que sais-je ? 2021
TRUCHET D., APOLLIS B., Droit de la santé publique, Mémento Dalloz, 10 ^{ème} édition 2020
TRUONG F., TRUC., G, Grands ensemble – Violences, solidarité et ressentiments dans les quartiers populaires, Editions la découverte, 2025
TUFFREAU, F., BERCELLI, P., LAMOUR, P.; SCHWEYER, F.-X., Dictionnaire de l'organisation sanitaire et médico-sociale. 2e éd. Rennes : Presses de l'EHESP, 2013
TOUTUT JP., MIRAMON JM., Manager l'éthique en établissement social et médico-social, éd. Seli Arslan, 2018
VAN GAMEREN V., WEIKMANS R., L'adaptation au changement climatique - Essai (poche). La découverte, 2014
VAUTARD A. / dir. ; PORTA BONETE F. / dir. ; La santé mentale en France -Panorama 2024, Editions LEH, 2024
VERBA D., GUELAMINE F., Interventions sociales et faits religieux, Presses de l'EHESP, 2014
VERDIER P., NOE F., L'aide sociale à l'enfance, collection enfances, gazette santé-sociale, 2013
VERDIER P., DAADOUCHE C., La protection de l'enfance après la réforme de 2016, coll. Le Point sur, Berger-Levrault, 2018
VIGNERON E., Les inégalités de santé dans les territoires français. Etat des lieux et voies de progrès ? Editions Elsevier Masson, 2011

VOZARI AS., ROUX S [dir.], Familles : nouvelle génération, PUF, coll. « La vie des idées », 2020
WARIN P., Le non-recours aux politiques sociales, Presses universitaires de Grenoble, 2016
WEBER F., Penser la parenté aujourd'hui la force du quotidien Coll Sciences sociales de Rue d'Ulm, 2013
WURTS E., LANOUZIERE H., La santé au travail. Droit et pratique, Economica, 2023
ZAUCHE GAUDRON C., Enfants de la précarité, Eres, coll : Enfance et Parentalité, 2017
ZAUCHE GAUDRON C., Quel accueil pour le jeune enfant en situation de pauvreté ? Un état des savoirs / Documentation française (La), 2021
ZUCMAN E., L'action médico-sociale au service des personnes handicapées, Pour un juste renouveau, Toulouse : Erès (éditeur), collection Espace éthique, 2013

Logiciels

Suite bureautique composée :

- de logiciels de présentation de l'information (traitement de texte; présentation assistée par ordinateur)
- de logiciel de traitement et de présentation de données (tableur grapheur)

Gantt project version 3.0.2914

ProjectLibre version 1.9.3

Freemind V 1.1.0

Epi Info 7.2.3